



# INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 04 juin 2025**  
 (Convocation du 28 mai 2025)

Aujourd'hui, le 04 juin 2025 à 14h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	6
• Voix	6
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	6
• Voix	6
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

## Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet,  
 M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

## Étaient excusés :

M. Paul Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Charles Pelanne, Vice-Président

Rapporteur : Céline Salles



**OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Réalisation de l'évaluation environnementale des programmes d'actions de prévention des inondations Adour aval et gave d'Oloron - Attribution des marchés**

**Exposé des motifs :**

Les programmes d'études préalables (PEP) aux programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) Adour aval et gave d'Oloron relevant du cahier des charges national PAPI 3 vs 2023 sont soumis à évaluation environnementale. Cette évaluation est à engager dès la construction du PAPI complet pour permettre d'enrichir le dialogue entre les parties prenantes lors de la construction du PAPI et de construire son contenu en tenant compte des enjeux environnementaux. L'évaluation environnementale permet la recherche de « solutions de substitution », car elle vise à éviter, réduire ou compenser les incidences des actions prévues sur l'environnement et la santé humaine.

En somme, l'évaluation environnementale conforte la démarche PAPI, en montrant en amont le souci du porteur d'associer le public à la vision stratégique adoptée par le territoire en matière de prévention des inondations et de prendre en compte l'environnement. Elle permet :

- de présenter la stratégie en matière de gestion du risque d'inondation sur le territoire,
- d'assurer une cohérence avec les autres démarches stratégiques sur le territoire,
- de mieux comprendre les enjeux socio-écologiques et économiques du territoire,
- de développer la culture du risque et de faciliter l'appropriation du PAPI par le public.

L'analyse environnementale dans le cadre d'un PAPI poursuit plusieurs objectifs complémentaires.

Elle permet tout d'abord d'identifier et d'évaluer les impacts potentiels des actions prévues sur l'environnement, qu'il s'agisse des milieux naturels, de la faune, de la flore, de la qualité de l'eau, des sols ou des paysages.

Elle vise également à garantir la conformité du programme avec la réglementation en vigueur, notamment le code de l'environnement, la loi sur l'eau, les directives Natura 2000 et les exigences liées à l'évaluation environnementale.

En intégrant ces enjeux dès la phase de conception, l'analyse environnementale favorise la mise en œuvre de mesures d'évitement, de réduction et, si nécessaire, de compensation des impacts du programme.

Cette approche permet non seulement de limiter les risques de contentieux ou d'opposition, mais aussi de renforcer la cohérence et la légitimité du projet auprès des acteurs du territoire, des services de l'État et du public.

Enfin, une analyse rigoureuse et documentée constitue un élément essentiel pour l'obtention du label PAPI, délivré par la commission mixte inondation, en attestant que le programme s'inscrit dans une démarche de prévention des inondations respectueuse des enjeux environnementaux.

Les études environnementales concernent les territoires des PAPI Adour aval et gave d'Oloron.

Le présent marché est décomposé deux lots :

- un premier lot pour la réalisation d'une évaluation environnementale du programme d'actions de prévention des inondations Adour aval, comprenant une tranche ferme et deux tranches optionnelles ;
- un deuxième lot pour la réalisation d'une évaluation environnementale du programme d'actions de prévention des inondations gave d'Oloron, comprenant une tranche ferme.

A ce titre, la procédure de commande publique choisie est celle d'un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2.1 du code de la commande publique.

Le dossier de consultation des entreprises a été mis en ligne le 08 avril 2025, avec une publicité sur le site internet de l'Institution Adour, le BOAMP et le JOUE.

A l'issue de la consultation des entreprises, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 04 juin 2025 à 13h30.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Vu le code de la commande publique,

Considérant les offres reçues,

Considérant l'analyse des offres menée par l'Institution Adour, proposant de retenir l'offre du candidat CITADIA pour un montant de 49 325 € HT pour le lot 1,

Considérant l'analyse des offres menée par l'Institution Adour, proposant de retenir l'offre du candidat CITADIA pour un montant de 44 700 € HT pour le lot 2,

Considérant l'avis favorable de la commission d'appel d'offres rendu le 4 juin 2025,

## LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- d'approuver l'attribution du lot 1 « réalisation de l'évaluation environnementale du programme d'actions de prévention des inondations Adour aval » à la société CITADIA pour un montant de 49 325 € HT soit 59 190 € TTC,
- d'approuver l'attribution du lot 2 « réalisation de l'évaluation environnementale du programme d'actions de prévention des inondations gave d'Oloron » à la société CITADIA pour un montant de 44 700 € HT soit 53 640 € TTC,
- d'autoriser le président à signer les actes d'engagement afférents, les crédits nécessaires étant inscrits au budget 2025,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 juin 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE